

## Santé mentale et démocratie

**La stupeur provoquée par les résultats du premier tour des élections présidentielles nous a donné envie de revisiter le type de rapport qu'entretiennent aujourd'hui le champ politique et celui du soin psychique.**

**Nous avons essayé de dépasser les prises de positions dites de grand principe afin de dégager quelques points récurrents qui interrogent...**

**Christian LAVAL**  
Sociologue,  
ORSPERE-ONSMMP

La dimension psychique de la vie sociale est devenue un objet problématique interpellant à la fois la psychiatrie et le politique.

**Cette interpellation se pose dans un contexte de triple crise :**

- Le politique est en crise en tant que processus démocratique de prise de conscience collective, de discussion réflexive et contradictoire, et de puissance de *résolution des problèmes sociaux*.
- La psychiatrie est en crise. En tant que notion trans ou extra nosographique, la *souffrance psychique* appliquée au champ de la précarité a accéléré la crise des couples d'opposition normal/pathologique et soignant/patient qui structurent la discipline psychiatrique depuis deux siècles.
- Mais surtout, cette interpellation dévoile une crise du type de rapport entretenu jusqu'alors entre psychiatrie et politique : questions, réponses et perspectives !

**Comment la psychiatrie se situe-t-elle par rapport au politique ?**

L'intervention psychosociale, notamment auprès des personnes précarisées, doit-elle être seulement examinée comme une offre technique et non affectée par les mutations de fond qui travaillent une société de plus en plus connectique, donc inégalitaire ? La situation actuelle nécessite une appropriation par les psy de la dimension clinique de ce nouveau *problème social*. Mais ne nécessite-t-elle pas aussi de ne pas se laisser enfermer dans une arène de débat techniciste qui en abraserait la dimension politique ?

**Comment le politique se situe-t-il vis à vis de la psychiatrie ?**

Doit-il continuer à authentifier la *souffrance psychique* comme une figure nouvelle de problèmes sociaux dont la résolution doit être programmée et sanitarisée, c'est à dire projetée dans un calendrier politique ? La question posée est alors celle du rapport entre politique et subjectivités. Comment déjouer les formes modernes de la standardisation et du contrôle "soft" des subjectivités ? Comment ne pas constater, dans les cas les plus extrêmes, que la dimension psychique est évoquée en bout de course pour que la vie, même pour rien, même sans rien, même sans toit ni loi, continue ? Tout en revendiquant l'autonomie et la réalisation de soi comme un acquis de la civilisation, est-il encore possible de dénier les *dégâts de l'individualisme forcé* lorsque celui-ci n'est plus seulement porté par des valeurs émancipatrices mais est devenu, pour certains de nos concitoyens, une obligation néo-libérale à se "réaliser" ou à vivre transparent aux politiques sociales qui se proposent ?

Que le politique soit en souci des souffrances individuelles est une des conditions de sa crédibilité et même de sa requalification dans le contexte actuel, de la part de ceux-là même qui souffrent mais aussi de la part de tous les professionnels et bénévoles (enseignants, médecins généralistes, éducateurs, soignants, militants, humanitaires) qui côtoient ces souffrances tous les jours. Car en l'absence de la reconnaissance des mouvements subjectifs (joie, peur, souffrance, angoisse face aux mutations sociales), comment le politique peut continuer à produire du droit et non de la victimologie, de la confiance et non de l'agressivité, des sécurités et non du sécuritarisme, bref de la solidarité ? Lorsqu'il se contente d'enregistrer la plainte sans relier les souffrances et les inégalités, lorsque la publicisation inflationniste des souffrances est déconnectée de la construction du droit, le vivre ensemble devient de plus en plus problématique et le progrès social se fige au moins subjectivement. Alors la capacité du politique à résoudre les nouveaux problèmes sociaux donne l'impression de stagner.

**Les règles du jeu de la démocratie se grippant, pourraient apparaître, en dehors du cercle démocratique mais au sein de la démocratie, deux tentations d'emprise :**

- La première consisterait à gérer la souffrance psychique comme une pandémie ; or être en souci des subjectivités ne veut pas dire gérer les sujets. La notion de santé mentale ne peut se confondre avec une politique hygiéniste. Elle doit sans cesse outrepasser la logique médicale et être extensive à d'autres secteurs d'action publique qu'il s'agit d'aménager en fonction de cet impératif de santé mentale : le travail, le logement, la protection de la nature, le rapport entre les sexes et les générations, les loisirs, la formation, la culture...

- La seconde consisterait à substituer à une politique de reconnaissance intersubjective une politique des identités opposables dont les manifestations sociales conjugueraient racisme, xénophobie, bouc émissariat et expulsion de l'autre. La force de nuisance de cette politique extrême c'est qu'elle s'annonce *toute puissante à résoudre toutes les souffrances* alors qu'elle rompt avec le processus démocratique de prise de conscience collective et surtout de discussion réflexive et contradictoire.

La santé psychique des individus est devenue un enjeu collectif majeur. Mieux discerner l'importance de cet enjeu engage à se méfier des logiques de classements et des explications mono causales. Paradoxalement, cela engage aussi à promouvoir une clinique du lien et non des entités. C'est l'affirmation de ces engagements qui donne du sens à une conception vivante de la santé mentale, dépassant mais incluant la psychiatrie, qui ouvre la possibilité d'une meilleure compréhension des processus (créatifs ou destructeurs) de l'individuation et du lien social.

Tenir cette perspective de santé mentale déplace le mode de rapport entretenu classiquement entre soin psychique et politique. Il ne s'agit plus seulement de soigner des pathologies de la liberté (selon le mot de H. Éy) mais de considérer les souffrances psychiques individuelles comme le signe le plus révélateur des problèmes sociaux de notre temps. ■